



> Lire cet article sur le site web

Un Vendredi noir

C'est fait ! Ça y est : le tourisme a eu son « Vendredi noir ».

Précisément, pour ceux qui ne l'ont pas remarqué, ça s'est passé vendredi dernier, le 28 novembre, une date qu'on n'oubliera plus.

Dans la même journée, on a d'abord appris qu'Antipodes Voyages laissait une belle ardoise au BSP (encore une querelle de chiffres : 1 M € selon la préfecture, 607 000 € selon les organisateurs), histoire de donner un peu de chair aux débats qui agitent en ce moment l'APST.

Alain Clavel affirme que cette « simple erreur administrative et comptable » sera réglée dans la semaine ; on veut bien le croire, mais c'est tout de même la 3ème fois que ça lui arrive et deux questions s'imposent immédiatement : quel sera l'impact de cette « erreur » sur les comptes de l'APS et quel niveau de garantie IATA va bien pouvoir exiger d'Antipodes avant de lui rendre son agrément ?

Décidément, « garanties », c'est le mot-clé de la saison...

Dans la foulée, il y a des jours comme ça, on nous annonce qu'Odigeo, la maison-mère de Go Voyages, va licencier 112 des 300 personnes qu'elle emploie sur Paris, histoire de regagner de la compétitivité en regroupant ses forces en Espagne ; la saine concurrence intra européenne sans doute...

Décidément, même les OTA ne sont pas à l'abri de la crise...

Et le chapelet de bonnes nouvelles se poursuit avec la mise en redressement judiciaire de la SNCM, un « bourre pif » annoncé, attendu même, mais qui laisse sacrement rêveur pour Marseille, pour le tourisme corse, pour la continuité territoriale française et pour l'activité des croisiéristes que les syndicats menacent déjà d'entraver.

Décidément, le tourisme français est maudit avec ses transporteurs maritimes : la SNCM, partenaire historique du SNAV, a jusqu'au mois de mai pour trouver un fou... pardon : un « repreneur » ; et dans moins de 3 semaines, le gouvernement anglais en aura sans doute fini avec MyFerryLink, l'ex-SeaFrance, et ses 600 employés.

Enfin, pour faire bonne mesure, notre confrère du Quotidien nous apprend que **Richard Vainopoulos**, administrateur de l'ASPST, veut ni plus ni moins la démission de son Président, Raoul Nabet ; histoire probablement de trouver un coupable au désordre général où se trouve la profession et d'imputer à un seul une responsabilité qu'il faut plutôt partager entre tous les « leaders » du secteur.

Après une journée comme celle-là, on va se coucher éreinté, le souffle court, persuadé que la profession est en train d'imploser.

C'est bien triste sans doute, mais ça n'a rien d'étonnant.

La profession court après les trains, elle n'a aucun projet global, si ce n'est à court terme, pour sauver les meubles, comme on essaie de le faire aujourd'hui en mendiant des aménagements auprès du ministère et en rappelant que l'arrêté du 29 octobre sur la garantie financière n'entre en vigueur que le 1er Janvier 2015.

« Dépêchez-vous de renouveler vos contrats... vous serez sauvés. »

Comment la profession voit-elle son métier dans 5 ou 10 ans, et surtout comment le veut-elle ?

Comment gérer globalement la chaîne de valeur du tourisme pour que chacun des maillons puisse s'y développer sans nuire aux autres ?

Comment sortir d'un marché totalement anarchique où la concurrence sur les prix n'aboutit qu'à la baisse structurelle des profits ?

Comment anticiper une demande et créer une offre profitable sur un marché de 4 voire 5 millions

de chômeurs ?

De congrès en congrès, la réflexion n'avance guère sur les questions de ce genre ; en revanche, on s'entre-accuse : tu mens, il ment... à chaque fois, pourtant, c'est le gouvernement qui gagne !

À ce train-là, Raoul Nabet ou pas, concession du gouvernement ou pas, les organismes financiers peuvent se frotter les mains : leur gâteau 2015, ce sera le tourisme.

Et quand ils auront bien mangé, ils feront la loi, toute la loi : montant des primes, garantie financière maximum et nantissement personnel, audit et sélection des entreprises.

Tant pis pour les petits...

Tant pis pour les éventuels nouveaux entrants...

Tant pis pour l'APST et la solidarité aussi...

Laissez passer les gros, les investisseurs et le grand, le vrai marché !

Bertrand Figuiier